

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère
Cellule Risques Chroniques
Subdivision T4

Grenoble, le 19 janvier 2015

Référence : UT38-T4-15-CTA005-1901

Affaire suivie par : Christelle TAIN
christelle.tain@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.76.69.34.32 – Fax : 04.38.49.91.95

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

LELY ENVIRONNEMENT à St-Quentin-sur-Isère

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Présentation au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES (CODERST)
Déplacement de la plate-forme de maturation et de traitement des
mâchefers

Réf. : Dossier de porter à connaissance – rapport ANTEA n° 72364/B de juin 2014
transmis par courrier du 11/09/2014
Dossier de caractérisation des matériaux au droit de la plate-forme existante
- rapport ANTEA n° 75454/A de juin 2014 transmis par courrier du 25/06/2014

Raison sociale : LELY ENVIRONNEMENT

Adresse du siège social : 37 rue Pierre Sémard – BP 64
38602 FONTAINE

Adresse de l'établissement : Lieu dit "L'Echaillon"
38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

Activité principale : Collecte de déchets non dangereux

Code S3IC : 61.3167

Priorité DREAL : P1

PJ : prescriptions
Copie à : REMIPP – T4 CTa - T4 (CODERST) - Chrono

1. OBJET DU RAPPORT

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur l'emprise de son centre de stockage de déchets non dangereux de Saint-Quentin-sur-Isère une plate-forme de maturation et de traitement de mâchefers d'incinération d'ordures ménagères.

Cette installation est visée dans les arrêtés préfectoraux n° 2002.10079 du 30/09/2002, 2011082.0024 du 23/03/2011 et n° 2014350-0022 du 16 décembre 2014.

Dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant a déplacé la plate-forme de mâchefers afin de créer les alvéoles de stockage 27a à 27d.

La nouvelle plate-forme a été installée au droit des alvéoles 14, 20A, 20B et 21 dont l'exploitation est achevée sur les parcelles 121, 122, 123 (ex 12) et 246 (ex 100) de la section AR de la commune de Saint-Quentin-sur-Isère.

Lors de l'inspection du 18 juillet 2013, l'inspection a constaté cette modification et a demandé à l'exploitant de la déclarer au préfet en application de l'article R512.33 du Code de l'environnement.

Les deux rapports rappelés en référence ont été transmis pour répondre à cette demande.

2. DESCRIPTION DE LA MODIFICATION PAR L'EXPLOITANT

L'installation a été déplacée au niveau des alvéoles 14, 20a, 20b et 21 pour partie.

L'installation est composée :

- d'une plate-forme de réception des mâchefers valorisables, stockés par lots, d'une superficie de 8800 m², au niveau des alvéoles 20a et 20b ;
- d'une plate-forme de stockage des produits finis, par lots, d'une superficie de 7200 m², implantée sur l'alvéole 14 ;
- d'une installation connexe de traitement (criblage – déferrailage), installée sur une aire d'une superficie de 1700 m², localisée sur une partie de l'alvéole 21.

Les conditions de fonctionnement sont identiques. La capacité nominale maximale reste de 25000 m³ comme autorisée actuellement.

À noter que l'augmentation de surface par rapport à la plate-forme initiale (surface de 11000 m² environ) n'est pas liée à une augmentation de la capacité de traitement, mais permettra une meilleure séparation physique des différents lots de mâchefers.

Des mâchefers ont été utilisés pour la réalisation des structures de chaussée :

- au niveau de l'alvéole 14, mise en œuvre en 2007 de 65 000 tonnes de mâchefers provenant d'Athanol,
- au niveau des alvéoles 20a, 20b et 21, mise en œuvre en 2012 de 25 614 tonnes de mâchefers provenant du SILA, du Sibresca et de Ronaval (à noter que l'exploitant a fourni une note justifiant du respect des limitations d'usage fixées par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011).

Chaque alvéole est équipée d'un puits de collecte des lixiviats. Ces puits ont été prolongés pour rester accessibles et assurer la pérennité du réseau de collecte des lixiviats.

Deux bassins de collecte des eaux de ruissellement sont prévus (974 m³ et 814 m³). L'ensemble des eaux collectées sera traité comme des déchets c'est-à-dire avec traitement hors site, sans aucun rejet au milieu naturel.

L'exploitant a fourni un calcul réalisé par la société ANTEA montrant que la stabilité de la digue de confinement est assurée, malgré la surcharge apportée par le stockage des mâchefers.

L'analyse des tassements montre que la mise en œuvre d'une structure de type chaussée et la surcharge apportée par le stockage de matériaux sur une alvéole fermée réactivent les tassements primaires. Il conviendra donc de suivre régulièrement les caractéristiques du biogaz (pression, vitesse, débit, ...) pour s'assurer que les tassements ne créeront pas de point bas et faire les réglages nécessaires au brûlage du biogaz.

Dans le cadre du démantèlement de la plate-forme existante, une caractérisation des matériaux et terrains sous-jacents a été réalisée. Elle a permis de mettre en évidence la présence de déchets de type DIB et de résidus d'exploitation de carrière de marbre (fermée dans les années 40) au droit de la zone étudiée. Les différents matériaux identifiés ne sortiront pas du site. Ils seront soit éliminés en stockage dans une alvéole soit valorisés sur site (couverture intermédiaire ou provisoire, piste provisoire...).

3. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection s'est rendue sur le site le 28 novembre 2014.

Il a été constaté :

- Le stockage de mâchefers en tas identifiés sur les alvéoles 20A, 20B et 21 ; l'alvéole 14 est occupée en partie par des stockages de bois : les installations de traitement des mâchefers ne sont pas encore installées sur l'alvéole 21.
- Chaque alvéole est équipée d'un puits de pompage des lixiviats (doublé sur les alvéoles 20A, 20B et 21) ; certaines canalisations de collecte des lixiviats sont enterrées (sur alvéoles 14 et 20A).
- Les alvéoles sont équipées de réseaux de collecte du biogaz dont certaines portions sont enterrées (alvéoles 14, 20A, 20B).
- Les eaux pluviales des alvéoles 20A, 20B et 14 sont dirigées vers un bassin étanche et clôturé équipé d'une canalisation de surverse et d'une buse d'évacuation en fond (d'après l'exploitant) équipée d'une vanne (fermée le jour de la visite).
- Les eaux pluviales de l'alvéole 14 sont dirigées vers un bassin en longueur dont les eaux sont rejetées par surverse au milieu naturel. Ce bassin sera remplacé dans le cadre de l'aménagement de la zone de stockage des mâchefers sur l'alvéole 14.

La modification réalisée ne modifie en rien le classement du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La capacité de la plate-forme reste inchangée. L'augmentation de la surface des stockages permettra l'amélioration de la gestion par lots.

Il conviendra que l'exploitant veille à la pérennité des systèmes de collecte des lixiviats et de biogaz sur les 4 parcelles concernées dans la mesure où la surcharge liée au stockage des mâchefers va réactiver les tassements des déchets.

En application de l'article R512.33 du Code de l'environnement, l'inspection propose de considérer la modification comme non substantielle et d'autoriser l'exploitant à poursuivre l'exploitation de la plate-forme sous réserve du respect des prescriptions complémentaires ci-jointes.


Conformément à l'article R512.31 du Code de l'environnement, ce projet doit être soumis à l'avis du CODERST.

L'inspecteur de l'environnement



Christelle TAIN

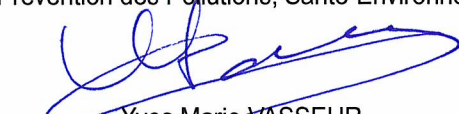
Vérifié et transmis,
Le chef de l'unité territoriale



Jean-Pierre FORAY

Lyon, le **26 FEV. 2015**

vu, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de l'Isère
pour la directrice, par délégation
Le chef de l'unité
de Prévention des Pollutions, Santé-Environnement



Yves Marie VASSEUR
P.I. Gérard CARTAILLAC

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes
44, avenue Marcelin Berthelot – 38030 GRENOBLE Cedex 2
Standard : 04 76 69 34 34 – ut38.dreal-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr
www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr

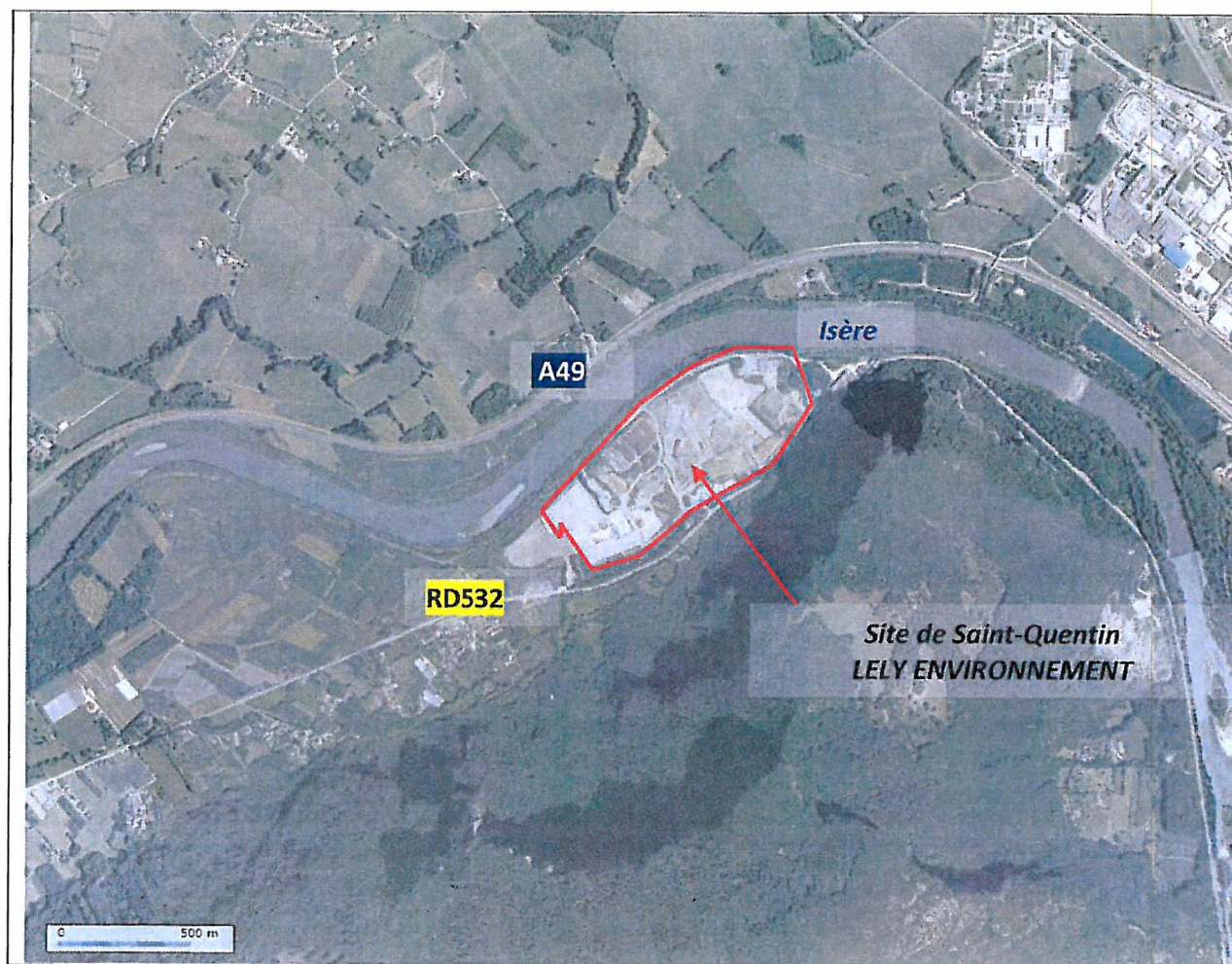


Figure 1 : Localisation du site de Saint-Quentin-sur-Isère

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

APPLICABLES

à l'entreprise

SOCIÉTÉ LELY ENVIRONNEMENT

lieu-dit « L'Echaillon »

38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

**Plate-forme de maturation de mâchefers et
station de transit de mâchefers**

Liste des articles

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par la plate-forme de traitement des mâchefers....	3
Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....	3
Article 1.2.3. Emprise De l'autorisation.....	3
Article 1.2.4. Prévention de la pollution atmosphérique.....	4
CHAPITRE 1.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU NATUREL.....	5
Article 1.3.1. Gestion des effluents.....	5
CHAPITRE 1.4 CESSATION D'ACTIVITE.....	5

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'entreprise LELY Environnement dont le siège social est situé 37 rue Pierre Sépard – 38602 FONTAINE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Saint-Quentin-sur-Isère, lieu-dit « L'Echaillon » d'une plate-forme de traitement de mâchefers.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral se substituent aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 2002.10079 du 30 septembre 2002.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA PLATE-FORME DE TRAITEMENT DES MÂCHEFERS

Les installations concernées visées dans l'arrêté préfectoral n° 2014350-0022 du 16 décembre 2014 sont rappelées ci-dessous.

Rubrique	Régime*	Activités	Volume des activités	Volume autorisé**
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux Plate-forme de maturation de mâchefers	Capacité nominale	25 000 m ³ et 200 t/j
2515-1b	E	Broyage, criblage, déchiquetage de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Puissance installée :	350 kW

* A (Autorisation), E (enregistrement), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement) ou NC (Non Classé)

** Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La plate-forme est située sur l'emprise du centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la société LELY sur la commune de St-Quentin-sur-Isère au droit des alvéoles 14, 20A, 20B et 21 (en partie).

Les parcelles cadastrales de la commune de St-Quentin-sur-Isère concernées sont les suivantes : AR121, AR122, AR123, AR246.

ARTICLE 1.2.3. EMPRISE DE L'AUTORISATION

La surface affectée aux installations (équipements, dépôts et utilités associées) est limitée à :

- 8800 m² pour la réception des mâchefers valorisables au droit des alvéoles 20A et 20B
- 1700 m² pour la plate-forme de traitement (criblage/déferailage) au droit de l'alvéole 21
- 7200 m² pour le stockage des « produits finis » au droit de l'alvéole 14.

Article 1.2.3.1. Capacité

La capacité nominale maximale de dépôt (mâchefers bruts + mâchefers maturés) est de 25 000 m³ répartis sur les 3 plate-formes citées à l'article 1.2.3.

Article 1.2.3.2. Déchet admissible

Seul est admis le déchet suivant :

- Mâchefers issus d'installation de "traitement thermique de déchets non dangereux" ; référencé sous le code déchet : 19 01 12 (cf. article R.541-8 du code de l'environnement).

Article 1.2.3.3. Conditions de stockage

Le stockage de mâchefers non refroidis est interdit.

Les mâchefers sont stockés en fonction de leur lieu de production par "lot mensuel". Les lots sont clairement identifiés en fonction de leur mois de réception. Un plan de gestion des lots de mâchefers est mis en place et tenu à jour.

L'origine et la date d'arrivée des mâchefers ainsi que leur localisation dans l'installation sont consignées dans un registre tenu par l'exploitant à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le sol des aires de stockage des mâchefers ainsi que des aires de circulation doit être revêtu et étanche afin de permettre la récupération des eaux météoriques et les aires de stockage sont ceinturées par un bourrelet d'enrobé ou équivalent de hauteur suffisante pour prévenir tout débordement des mâchefers ou des eaux météoriques en dehors de ces aires.

Un contrôle visuel annuel de l'étanchéité doit être réalisé. Ce contrôle peut être fractionné en fonction de la rotation des stockages. Ce contrôle fait l'objet d'une traçabilité avec photos.

Le stockage des mâchefers à même le sol, en dehors des aires spécialement aménagées et conçues à cet effet, est interdit.

Article 1.2.3.4. Conditions de recyclage des mâchefers

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux sont applicables.

Conformément à cet arrêté ministériel, la durée de la phase d'élaboration des mâchefers ne peut pas excéder un an et la durée de stockage des mâchefers dans l'installation ne peut pas excéder 3 ans.

Article 1.2.3.5. Surveillance des alvéoles sous-jacentes

- L'exploitant est tenu d'assurer la pérennité et l'intégrité des dispositifs de collecte du biogaz et des lixiviats au droit des alvéoles sous-jacentes 14, 20A, 20B et 21.
- L'exploitant veille à la stabilité et l'intégrité de la digue de confinement.
- Tout problème est signalé sans délai à l'inspection et fait l'objet de mesures correctives immédiates.

ARTICLE 1.2.4. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les voies de circulation et zones de manutention doivent être arrosées quotidiennement par temps sec et en cas de besoin,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôts de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 1.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU NATUREL

ARTICLE 1.3.1. GESTION DES EFFLUENTS

La seule catégorie d'effluent générée par la plate-forme est constituée par les eaux météoriques de l'installation qui doivent être récupérées et éliminées comme des déchets.

A minima, deux bassins de 974 m³ et 814 m³ sont disponibles.
Tout rejet d'eaux météoriques au milieu naturel est interdit.

CHAPITRE 1.4 CESSATION D'ACTIVITE

En cas de cessation d'activité de la plate-forme, les alvéoles sous-jacentes seront réaménagées conformément à l'article 13 de l'AP 2002.10079 du 30/09/2002.

